



**HAL**  
open science

## Evolution récente de la population féminine résidant dans l'espace rural français

Rose-Marie Painvin, . Association Internationale de Sociologie Rurale

### ► To cite this version:

Rose-Marie Painvin, . Association Internationale de Sociologie Rurale. Evolution récente de la population féminine résidant dans l'espace rural français. 7e congrès mondial de sociologie rurale, International Rural Sociology Association (IRSA). INT., Jun 1988, Bologne, Italie. 19 p. hal-02319384

**HAL Id: hal-02319384**

**<https://hal.science/hal-02319384>**

Submitted on 8 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



COMMUNICATION AU VII<sup>è</sup> CONGRES MONDIAL DE SOCIOLOGIE RURALE  
 - EVOLUTION RECENTE DE LA POPULATION FEMININE ACTIVE  
 RESIDANT DANS L'ESPACE RURAL FRANCAIS \*

\* par Rose-Marie PAINVIN, enseignante-chercheuse associée, département des Sciences économiques et sociales, Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Rennes - FRANCE

Les recensements de population sont révélateurs des transformations sociales sous différents aspects : géographiques, démographiques, socio-économiques. Parmi les changements mis en lumière par les derniers recensements (1975 et 1982) deux phénomènes ont particulièrement retenu notre attention : l'arrêt de l'exode rural d'une part, l'accroissement de la population active féminine, d'autre part.

Alors que depuis le milieu du 19<sup>è</sup> siècle jusqu'aux années 1970 l'attraction urbaine n'avait cessé de s'exercer sur les populations rurales, on constate globalement un renversement de tendance entre 1975 et 1982 au profit des communes rurales "Entre 1975 et 1982 les départs de la ville ont dépassé les arrivées de 745 000 personnes alors qu'à la campagne, au contraire, les arrivées excédaient les départs de près de un million d'unités (967 000)" (1)

En ce qui concerne la population féminine active, elle s'est accrue de plus de 3 millions de personnes en 20 ans, de 1962 à 1982 (dont la moitié entre 1975 et 1982), au profit de catégories salariées, alors que la population masculine active augmentait de moins de 1,3 millions d'unités dans le même temps.

Il nous a paru intéressant de rapprocher ces 2 phénomènes et d'analyser la composition et la localisation de la population active et leurs évolutions les plus récentes ; car nous émettons l'hypothèse que les transformations observées, tant en ce qui concerne les caractéristiques personnelles et socio-professionnelles de cette population que sa répartition territoriale, participent, en se combinant, à une profonde mutation du milieu rural. Elles peuvent remettre en cause les oppositions traditionnelles entre villes et campagnes et les fondements mêmes de la ruralité.

1 - CHAPUIS (R) BROSSARD (T) Les ruraux français - Ed.Masson - coll. géographie 1986 p.25 et p.50  
 Evolution du bilan migratoire des populations rurale et urbaine entre 1954 et 1982.

En % par an	1954-62	1962-68	1968-75	1975-82
communes rurales	- 0,96	- 0,75	- 0,14	+ 0,99
communes urbaines	+ 1,08	+ 0,97	+ 0,38	- 0,27

15 JUIN 1988

Les enquêtes annuelles sur l'emploi réalisées par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques nous permettent de caractériser la population active dans la période post-censitaire, jusqu'en 1987 et d'analyser sa composition selon les catégories de communes de résidence : communes rurales (sans distinction de leur position par rapport à une zone de peuplement industriel et/ou urbain) et unités urbaines graduées selon le nombre de leurs habitants. Ainsi nous est-il possible d'esquisser sur une courte période (1983-1987) les tendances les plus récentes qui se font jour dans la population féminine active résidant dans l'espace rural (\*\*), comparativement à ce qui se passe dans la population masculine d'une part et dans l'espace urbain (\*\*) d'autre part.

Ici se pose la question de la délimitation de l'espace rural qui, en termes statistiques, correspond à celui qui n'est pas occupé par les agglomérations urbaines. Mais celles-ci ne sont pas uniformes et présentent des degrés d'urbanisation bien différents au point que les plus petites d'entre elles ne se distinguent guère du tissu rural qui les inclut.

Y. Lemel et C. Loiseleux de l'INSEE, dans leurs travaux récents sur "les effets de l'urbanisation en matière de modes de vie" (2) constatent, dans le domaine des modes de consommation, une première césure entre Paris et la province et "une autre césure apparaît à 10 000 habitants (3). Au dessus, la consommation croît rapidement pour culminer à Paris. Au dessous la consommation varie peu avec l'urbanisation de sorte que les différences entre milieu rural et petites urbaines sont faibles... Ruraux et citadins de petite ville semblent dépenser de manière assez semblable".

"Ce constat peut s'interpréter de deux manières : Première lecture : la France est maintenant entièrement urbanisée dans ses modes de vie. Il ne subsiste plus que des différences de niveau en tout état de cause mineures... Deuxième lecture : la limite entre le rural et l'urbain a changé. Ce n'est pas l'urbain qui s'est étendu, c'est le rural... De même que les habitants des bourgs ruraux étaient eux mêmes des ruraux, les habitants des petites villes ayant repris les fonctions des bourgs ruraux (accroissement de l'aire de mobilité quotidienne grâce à la motorisation) appartiendront maintenant à ce même univers de la ruralité..

2 - LEMEL (Y), LOISELEUX (C) Deux études sur les effets de l'urbanisation en matière de mode de vie - INSEE, Division "Conditions de vie des ménages" - Document rectangle 1986  
 - LEMEL (Y) Les seuils de ruralité et d'urbanisation en matière de consommation et d'équipement INSEE Données sociales 1987 - pp. 322-325  
 3 - Seuil de taille d'unité urbaine en nombre d'habitants

(\*\*) - Nous convenons de nommer espace rural au sens strict l'ensemble des communes rurales (cf définition INSEE ci-dessous) et espace rural au sens large l'ensemble des communes rurales et des petites unités urbaines inférieures à 20 000 habitants : la majorité d'entre elles sont inscrites géographiquement dans un "tissu rural" dont elles sont interdépendantes sur le plan socio-économique (60% n'atteignent pas 5 000 habitants). L'espace urbain que nous comparons à l'espace rural au sens large, est celui des moyennes et grandes villes (>20 000 h) dont nous excluons l'agglomération parisienne qui constitue une entité particulière. Cet espace urbain est peuplé par environ 22 millions d'habitants en 1982 tandis que l'espace rural élargi en comprend 23 millions.

"La distinction entre communes rurales et unités urbaines fait intervenir la notion d'"agglomération de population", groupe de maisons tel qu'aucune ne soit séparée de la plus proche de plus de 200 mètres et qui comprend au moins 50 personnes. Les agglomérations de ce type, peuplées d'au moins 2000 habitants, sont considérées comme urbaines et donnent ce caractère à la (ou aux) communes sur lesquelles elles s'étendent. Si l'agglomération de population d'au moins 2 000 habitants est située sur une seule commune, celle-ci est considérée comme urbaine dans sa totalité et constitue une ville isolée. Si elle s'étend sur plusieurs communes, l'ensemble de ces communes, à l'exception de celles dont la majeure partie de la population est située hors de l'"agglomération de population", constitue une agglomération urbaine multicommunale. Les communes qui ne sont pas urbaines selon la définition précédente sont rurales" (Note INSEE sur les catégories de communes, in coll. D N° 114)

Les unités urbaines (U.U.) selon le nombre d'habitants qu'elles regroupent en 1982 : (cette répartition géographique est celle qui est utilisée dans les enquêtes emploi à partir de 1983)

	Nombre d'U.U.	Population 1982
(agglom. parisienne	1	8 706 963
Gdes Vil (U.U. > 200 000 hab.	27	10 638 817
(100 000 à < 200 000 hab.	29	4 078 577
Vil Moy. (50 000 à < 100 000 hab.	55	3 682 458
(20 000 à < 50 000 hab.	116	3 596 031
Ptites V (10 000 à < 20 000 hab.	194	2 668 111
7 (5 000 à < 10 000 hab.	426	2 917 711
(U.U. < 5 000	934	3 161 631
ensemble des U.U.	1782	39 875 299
----- (4 888 communes) -----		
ensemble des communes rurales	31 545 "	14 459 572
-----		
TOTAL France (CU+CR)	36 433 "	54 334 871

Source INSEE - RGP 1982 Villes et agglomérations urbaines, délimitation 1982

Cette deuxième interprétation se rapproche des analyses du changement social en milieu rural effectuées par d'autres auteurs, notamment Bernard Kayser et Hugues Lamarche, en termes de "recomposition du village" et de "relocalisation du milieu rural" (4).

"Relocalisation : le terme est employé pour caractériser une tendance de la dynamique sociale fondée sur la diversification des structures socio-professionnelles locales et qui se révèle à deux niveaux complémentaires, les systèmes de valeurs et les conflits .

... "On peut se demander si ce qui est nommé relocalisation est seulement une réponse provisoire et superficielle à la "crise de la délocalisation" liée au rejet de la civilisation urbaine et aux difficultés de l'économie générale, ou si c'est vraiment un processus de changement social.

... "Corrélativement à ce phénomène se développe une prise de conscience spatiale tendant à dépasser explicitement le niveau de la communauté de base ("Vivre et travailler au pays")...

... "Destabilisation de l'économie générale, la crise ne bouleversera pas, dans le monde rural, les données sociales. On dirait plutôt qu'elle pétrifie la société. L'exode se ralentit, les processus d'ascension sociale sont contrariés, la longévité augmente..." (B. Kayser, p. 65)

Le constat de la diversification des structures socio-professionnelles rurales sur lequel se fonde l'analyse précédente est au coeur de notre propos : l'examen des résultats des enquêtes sur l'emploi de l'INSEE va nous permettre d'en vérifier la réalisation dans la période récente (1983-1987), notamment parmi la population féminine active (5)

Aujourd'hui il ne semble plus y avoir d'incompatibilité entre le fait d'habiter en zone rurale et celui d'exercer une profession "citadine" (au sens des représentations sociales traditionnelles) Le paysage économique et sociologique de la campagne française n'est-il pas en train de se modifier profondément parce que de nouvelles catégories de personnes actives choisissent de l'habiter voir d'y travailler ?

---

4 - KAYSER (B) Le village recomposé pp 41 - 67  
LAMARCHE (H) Localisation, délocalisation, relocalisation du milieu rural pp 69-99  
in "L'ESPRIT DES LIEUX" Programme Observation du changement social - Editions du CNRS 1986

5 - Nous rappelons que les enquêtes emploi enrégistrent les personnes enquêtées à leur lieu de résidence et non à leur lieu d'emploi. Les données examinées tiennent donc compte de la domiciliation des personnes actives et non de la localisation de leurs emplois.

### Evolution générale de la population active féminine entre 1983 et 1987

En 1987 la population active totale française s'élève à près de 24 millions de personnes dont plus de 10 millions de femmes (43%)

Entre 1983 et 1987 seule la population féminine a connu un accroissement de 505 milliers de personnes (+5,4%) tandis que diminuait légèrement (-0,1%) le nombre des actifs masculins. Cet accroissement s'est réalisé autant au profit de l'espace rural élargi (communes rurales et petites villes) qu'au profit des moyennes et grandes agglomérations (+7%) alors qu'une baisse est enregistrée dans l'agglomération parisienne. Il faut noter toutefois que l'augmentation de la population active est due plus à l'accroissement du nombre de femmes à la recherche d'un emploi (+325 milliers) qu'à celui du nombre des actives occupant un emploi (+180 milliers). Parmi les hommes, la situation est encore plus préoccupante puisque l'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi atteint 41% tandis que diminue celui des actifs occupés (-2,7%). Cependant le taux de chômage reste moins élevé dans la population masculine (7,9%) que dans la population féminine (12,4%). Il est un peu moins élevé dans l'espace rural que dans l'espace urbain (Paris excepté) pour l'un et l'autre sexe, bien que l'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi soit relativement plus élevé dans les communes rurales et les petites villes que dans les moyennes et grandes agglomérations. Sur près de 1,3 millions de chômeuses en France en 1987, 40% résident dans les communes rurales et les petites villes.

Ce rapport de 40% se retrouve dans la population féminine active totale et dans la population féminine active occupée alors que dans la population masculine le rapport s'élève à 43% pour l'ensemble des actifs et à 44% pour les actifs occupés et s'abaisse à 35% pour les demandeurs d'emploi. Par contre 50% de chômeurs résident dans les moyennes et grandes agglomérations. Il semblerait donc que le chômage sévisse relativement moins pour les hommes que pour les femmes dans l'espace rural et inversement dans l'espace urbain.

### Evolution de la structure par âge de la population féminine active

La population féminine active résidant dans l'espace rural est en moyenne plus âgée que celle résidant dans l'espace urbain car elle inclut une grande majorité de la main d'oeuvre agricole dont le vieillissement est bien connu : elle comporte donc relativement moins de personnes d'âge inférieur à 35 ans et plus de personnes âgées de 55 ans et plus que la population résidant dans les moyennes et grandes agglomérations.

selon le sexe et la catégorie de commune

(En % ligne)	1983			1987		
	<35 ans	35-54	>55 ans	<35 ans	35-54	>55 ans
<u>Sexe féminin</u>						
CR et UU < 20 000 hab.	44,6	42,6	12,8	41,9	46,4	11,7
UU>20 000 hab.(sf Paris)	50,7	40,3	10,0	48,4	43,2	8,4
<u>Sexe masculin</u>						
CR et UU < 20 000 hab.	40,9	45,0	14,1	38,8	48,5	12,7
UU>20 000 hab.(sf Paris)	45,4	45,2	9,4	44,4	46,8	8,8

Cet écart entre l'espace rural et l'espace urbain, se maintient voir s'accroît, entre 1983 et 1987, bien que l'on constate un renforcement relatif de la classe d'âge intermédiaire (35-44 ans) au détriment des classes d'âge extrêmes, la part des plus jeunes étant réduite par l'allongement de la durée moyenne de la scolarisation et celle des plus âgées par l'avancement de l'âge moyen de la retraite. Il en est de même dans les rangs de la population active masculine.

Il est à noter, entre 1983 et 1987, une forte augmentation des effectifs de personnes actives dans la classe d'âge 35-44 ans (et particulièrement des 40-44 ans) qui correspond aux personnes nées durant la période du "baby-boom" de l'après guerre : les augmentations constatées sont plus élevées pour les femmes que pour les hommes dans toutes les catégories de communes ; ceci correspond au maintien en activité de femmes qui, antérieurement, auraient interrompu leur activité professionnelle pour des raisons familiales. Par ailleurs, l'accroissement relatif des effectifs de cette classe d'âge, pour l'un et l'autre sexe, est plus élevé dans les communes rurales et petites unités urbaines que dans les moyennes et grandes agglomérations : ceci peut s'expliquer par le choix d'un habitat pavillonnaire en zone rurale (souvent périurbaine) de la part de ménages de cette classe d'âge dont les deux membres du couple sont actifs

Répartition en % par catégorie de commune de la population active

totale selon le sexe et l'âge

en % de ligne	1983			1987		
	CR et UU <20 000	UU>20 000 (sf Paris)	Agglom. Parisie.	CR et UU <20 000	UU>20 000 (sf Paris)	Agglom. Parisie.
<u>Sexe féminin</u>						
< 35 ans	36,6	43,3	20,1	37,0	44,0	18,7
35 - 54 ans	40,1	39,4	20,5	41,2	39,8	19,0
> 55 ans	45,8	33,6	20,6	45,2	33,9	20,9
<b>TOTAL</b>	<b>39,1</b>	<b>40,6</b>	<b>20,3</b>	<b>39,7</b>	<b>41,2</b>	<b>19,1</b>
<u>Sexe masculin</u>						
< 35 ans	40,5	41,8	17,7	40,8	42,2	17,0
35 - 54 ans	42,1	39,5	18,4	43,8	38,2	18,0
> 55 ans	50,9	31,6	17,5	50,2	31,6	18,2
<b>TOTAL</b>	<b>42,4</b>	<b>39,6</b>	<b>18,0</b>	<b>43,3</b>	<b>39,1</b>	<b>17,6</b>

REPARTITION EN % PAR CLASSE D'AGE DE LA POPULATION ACTIVE TOTALE  
SELON LE SEXE ET SELON LA CATEGORIE DE COMMUNE  
en 1983 et 1987

1 9 8 3

1 9 8 7

SEXE et AGE	Communes Rurales	<20000	>20000 <200000	>200000 sauf A.P.	agglomérat. parisienne	CR + UU < 20 000	UU>20 000 sauf A.P.	TOTAL	Communes Rurales	<20000	>20000 <200000	>200000 sauf A.P.	agglomérat. parisienne	CR + UU < 20 000	UU>20 000 sauf A.P.	TOTAL
<b>sexe FEMININ</b>																
< 25	15,7	18,5	20,05	18,2	14,2	16,8	19,1	17,2	14,1	15,7	17,7	16,2	12,9	14,7	17,0	15,3
25 - 34	27,0	29,0	30,9	32,2	32,8	27,8	31,6	30,3	26,7	27,9	31,8	31,1	31,2	27,2	31,4	29,7
35 - 44	21,9	23,6	21,8	23,1	23,5	22,5	22,4	22,7	27,8	28,1	25,7	27,1	26,9	27,9	26,4	27,1
45 - 54	20,9	18,9	17,9	17,8	18,4	20,1	17,9	18,9	18,6	18,4	16,8	16,7	17,7	18,5	16,8	17,6
55 - 64	13,1	8,9	8,6	8,2	10,0	11,5	8,4	9,9	11,6	9,0	7,6	8,2	10,1	10,6	7,9	9,4
> 65	1,4	1,1	0,7	0,5	1,1	1,3	0,6	1,0	1,2	0,8	0,4	0,6	1,1	1,1	0,5	0,8
<b>TOTAL n</b>	2 366 450	1 481 164	2 016 534	1 981 774	2 001 689	3 847 614	3 998 308	9 847 611	2 470 087	1 648 882	2 166 693	2 109 415	1 981 569	4 118 969	4 276 108	10 376 646
<b>%</b>	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

SEXE ET AGE	Communes Rurales	<20000	>20000 <200000	>200000 sauf A.P.	agglomérat. parisienne	CR + UU < 20 000	UU>20 000 sauf A.P.	TOTAL	Communes Rurales	<20000	>20000 <200000	>200000 sauf A.P.	agglomérat. parisienne	CR + UU < 20 000	UU>20 000 sauf A.P.	TOTAL
<b>sexe MASCULIN</b>																
< 25	14,0	14,5	14,7	13,5	10,7	14,15	14,1	13,5	12,2	12,9	13,8	12,4	10,0	12,4	13,1	12,3
25 - 34	26,0	28,2	30,9	31,7	31,6	26,8	31,3	29,4	25,8	27,3	32,4	30,1	29,7	26,4	31,3	28,9
35 - 44	22,6	25,4	24,3	25,0	25,3	23,65	24,6	24,4	28,7	29,1	27,4	28,5	28,2	28,9	27,9	28,4
45 - 54	21,3	21,2	20,6	20,5	20,9	21,3	20,6	20,9	19,2	20,5	17,8	19,9	20,9	19,7	18,9	19,6
55 - 64	14,2	9,8	8,8	8,7	10,5	12,6	8,7	10,7	12,3	9,3	8,0	8,5	10,2	11,2	8,3	9,9
> 65	1,9	0,9	0,7	0,6	1,0	1,5	0,7	1,1	1,8	0,9	0,5	0,6	1,1	1,5	0,5	1,0
<b>TOTAL n</b>	3 651 400	2 122 985	2 733 482	2 651 447	2 451 548	5 774 385	5 384 929	13 610 862	3 660 494	2 226 381	2 718 414	2 598 089	2 392 278	5 886 875	5 316 503	13 595 656
<b>%</b>	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100



VARIATION DU NOMBRE DES ACTIFS DE 1983 à 1987  
PAR CLASSE D'AGE DE 10 ANS SELON LE SEXE ET SELON LA CATEGORIE  
DE COMMUNE (en % de l'effectif de 1983)

A G E	Communes rurales	U.U. <20 000h	U.U. >20 000 <200 000	U.U. >200 000 (sauf AP)	agglom. parisien	CR et UU <20 000h	UU >20 000 (sauf AP)	Ensemble FRANCE
<u>Sexe féminin</u>								
15 à 24 ans	-6,2	-6,0	-5,1	-5,0	-10,0	-6,1	-5,1	-6,3
25 à 34 ans	+3,3	+7,1	+10,5	+2,6	-5,7	+4,8	+6,5	+3,2
35 à 44 ans	+32,4	+32,8	+26,8	+24,9	+13,4	+32,5	+25,8	+25,8
45 à 54 ans	-7,1	+8,8	+0,7	+0,1	-4,9	-1,4	+0,4	-1,5
55 à 64 ans	-7,4	+13,1	-5,2	+7,2	+0,3	-1,3	+0,8	-0,3
65 ans et + (1)	(-9,9)	(-14,7)	(-42,2)	(+33,6)	(+1,7)	(-11,5)	(-11,6)	-8,6
<b>Total</b>	<b>+4,4</b>	<b>+11,3</b>	<b>+7,5</b>	<b>+6,4</b>	<b>-1,0</b>	<b>+7,0</b>	<b>+6,9</b>	<b>+5,4</b>
<u>Sexe masculin</u>								
15 à 24 ans	-12,8	-6,3	-6,7	-9,7	-9,0	-10,4	-8,1	-9,3
25 à 34 ans	-0,3	+1,5	+4,4	-7,2	-8,1	+0,3	-1,4	-2,0
35 à 44 ans	+27,2	+20,2	+12,2	+11,7	+8,5	+24,5	+11,9	+16,4
45 à 54 ans	-9,9	+1,5	-13,8	-4,8	-2,7	-5,7	-9,4	-6,6
55 à 64 ans	-13,2	-1,1	-9,3	-3,4	-5,0	-9,7	-6,4	-7,8
65 ans et + (1)	-1,3	(+1,6)	(-30,2)	(-11,1)	(+7,7)	-0,7	(-21,1)	-4,3
<b>Total</b>	<b>+0,25</b>	<b>+4,9</b>	<b>-0,6</b>	<b>-2,0</b>	<b>-2,4</b>	<b>+1,9</b>	<b>-1,3</b>	<b>-0,1</b>

(1) Les % entre parenthèses sont calculés à partir d'effectifs inférieurs à 50 000

Source : INSEE Enquêtes emploi Mars 1983 et Mars 1987 - Tableau GEOG/01

Evolution de la structure de la population féminine occupant un emploi par secteur d'activité

L'agriculture est par essence une activité rurale, en raison de l'espace qu'elle nécessite pour se déployer. De ce fait une grande majorité des personnes actives de ce secteur résident dans les communes rurales, mais leur nombre ne cesse de décroître corrélativement à la réduction du nombre d'exploitations agricoles. Entre 1983 et 1987 la population féminine active de l'agriculture, résidant dans les communes rurales, y décroît plus rapidement que la population masculine (-20,3% pour la 1ère, -12,8% pour la 2è). On constate, à l'inverse, que la population active agricole résidant dans les petites villes (<20 000 hab.) s'accroît durant la même période et de façon plus importante pour les femmes (+25,6%) que pour les hommes (+6,4%). De même, le nombre des actives agricoles s'accroît dans les moyennes et grandes agglomérations.

On peut s'interroger sur cette augmentation des actifs agricoles résidant en zone urbaine face à la baisse générale de l'activité agricole : est-ce dû simplement au choix du domicile (notamment de la part des femmes) qui se déplacerait de la campagne vers les agglomérations ou bien est-ce le signe du développement de formes d'agriculture péri-urbaine du type culture sous serre ou élevage hors-sol ?

Si l'agriculture occupe majoritairement l'espace rural il n'en est pas de même des personnes actives résidant dans cet espace. En 1987, parmi les actifs habitant dans les communes rurales, une femme sur cinq et moins d'un homme sur quatre, travaillent dans l'agriculture. Si l'on considère l'ensemble des communes rurales et des petites unités urbaines il n'y a plus que 17,4% des hommes et 14,5% des femmes actifs dans le secteur primaire.

Par contre le secteur secondaire (industrie, artisanat, bâtiment) y emploie 40% des hommes et 21% des femmes. Ce secteur, en régression comme le premier, connaît cependant une moindre diminution de ses effectifs dans l'espace rural que dans l'espace urbain. L'effectif des femmes actives du secteur secondaire n'a diminué que de 1,5% entre 1983 et 1987 dans l'ensemble des communes rurales et petites unités urbaines (il a même connu une augmentation de +3,4% dans les communes rurales) tandis que la diminution atteignait -14,9% dans les moyennes et grandes agglomérations.

En 1987, le pourcentage d'hommes et de femmes travaillant dans l'industrie et l'artisanat est plus élevé parmi les résidents de l'espace rural que parmi ceux de l'espace urbain. Un glissement inverse de celui des actifs agricoles paraît ici s'opérer au profit des zones rurales : est-ce l'effet d'une nouvelle localisation de certains emplois industriels ou simplement celui d'une préférence pour une résidence rurale ?

REPARTITION % PAR SECTEUR D'ACTIVITE DES ACTIFS OCCUPANT UN EMPLOI SELON LE SEXE ET SELON LA CATEGORIE DE COMMUNE EN 1983 ET 1987, ET VARIATION 1983-1987 (en % de l'effectif 1983)

En % ligne (1)	1983			1987			Variation 1983-87		
	Agricult. (2)	Industrie δ Bâtiment	Tertiaire	Agricult. (2)	Industrie δ Bâtiment	Tertiaire	Agricult. (2)	Industrie δ Bâtiment	Tertiaire
<b>Sexe masculin</b>									
Communes rurales	26,5	39,5	33,7	23,6	39,3	36,6	-12,8	-2,7	+6,3
UU<20 000	6,9	47,8	44,9	7,2	45,2	47,3	+ 6,4	-3,2	+8,3
UU>20 000<200 000	2,3	45,2	52,2	2,2	42,2	55,3	-10,1	-10,6	+1,6
UU>200 000	(1,2)	43,9	54,7	(1,4)	37,7	60,5	(+14,5)	-17,7	+6,0
Agglo.parisienne	(0,2)	36,1	63,1	(0,1)	35,0	64,2	(-48,8)	-8,2	-3,5
CR δ UU<20 000	19,4	42,6	37,8	17,4	41,5	40,6	-10,3	-2,9	+7,2
UU>20 000h(sf Paris)	1,8	44,6	53,4	1,8	40,0	57,8	-2,1	-14,0	+3,8
<b>TOTAL</b>	<b>9,0</b>	<b>42,1</b>	<b>48,5</b>	<b>8,4</b>	<b>39,8</b>	<b>51,4</b>	<b>-9,9</b>	<b>-8,3</b>	<b>+3,2</b>
<b>Sexe féminin</b>									
Communes rurales	26,2	19,7	53,8	20,6	20,1	58,9	-20,3	+3,4	+10,9
UU<20 000	4,4	25,0	70,4	5,1	21,8	72,6	+25,6	-6,4	+10,7
UU>20 000<200 000	(1,4)	20,8	77,6	(1,3)	17,2	81,3	(-1,6)	-14,7	+8,4
UU>200 000	(0,9)	17,1	81,7	(1,2)	13,9	84,6	(+42,3)	-15,2	+7,1
Agglo.parisienne	(0,1)	18,8	80,7	(0,1)	15,6	83,7	-	-19,7	0
CR δ UU<20 000	17,9	21,7	60,1	14,5	20,8	64,3	-16,0	-1,5	+10,8
UU>20 000h(sf Paris)	(1,1)	19,0	79,6	(1,2)	15,6	82,9	(+15,4)	-14,9	+7,7
<b>TOTAL</b>	<b>-7,4</b>	<b>20,0</b>	<b>72,3</b>	<b>6,3</b>	<b>17,7</b>	<b>75,7</b>	<b>-14,1</b>	<b>-9,9</b>	<b>+6,9</b>
<b>Les deux sexes</b>									
Communes rurales	26,4	32,0	41,3	22,4	31,9	45,3	-15,6	-1,3	+8,6
UU<20 000	5,9	38,9	55,0	6,3	35,6	57,6	+12,0	-4,0	+9,5
UU>20 000<200 000	1,9	35,2	62,6	1,8	31,5	66,4	-7,6	-11,6	+5,0
UU>200 000	(1,0)	32,7	66,0	1,3	27,3	71,0	(+24,2)	-17,2	+6,6
Agglo.parisienne	(0,1)	28,5	70,9	(0,1)	26,3	72,9	(-47,7)	-11,6	-1,7
CR δ UU<20 000	18,8	34,6	46,4	16,3	33,3	50,00	-12,4	-2,4	+9,0
UU>20 000h(sf Paris)	1,5	34,0	64,3	1,5	29,5	68,7	+3,3	-14,3	+5,8
<b>TOTAL</b>	<b>8,4</b>	<b>33,1</b>	<b>58,2</b>	<b>7,5</b>	<b>30,5</b>	<b>61,6</b>	<b>-11,4</b>	<b>-8,7</b>	<b>+5,1</b>

(1) Le total des 3 secteurs d'activité n'atteint pas 100% - La différence correspond aux actifs pour lesquels le secteur d'activité n'a pas été déterminé.

(2) Les données entre parenthèses correspondent à des effectifs inférieurs à 50 000

Le secteur tertiaire, quant à lui, occupe une majorité de plus en plus importante de personnes actives, notamment parmi les femmes et parmi les résidents urbains. Mais l'espace rural n'est pas resté à l'écart de ce phénomène de tertialisation ; c'est ainsi que l'accroissement du nombre de femmes actives de ce secteur atteint +10,8% entre 1983 et 1987 dans l'ensemble des communes rurales et petites unités urbaines (c'est le plus fort taux d'accroissement constaté parmi les différentes catégories de communes). En 1987 près de 2 femmes actives sur 3 résidant dans l'espace rural travaillent dans ce secteur ; il en est de même pour 2 hommes sur 5.

Les activités regroupées dans le secteur tertiaire ne connaissent pas toutes la même progression. Les effectifs des personnes employées dans le commerce ont plutôt tendance à baisser, notamment en zone rurale, alors que ceux des services marchands sont en forte hausse dans toutes les catégories de communes. Quant aux services non marchands (dont les services de santé et d'éducation) leurs effectifs sont en hausse plus importante dans l'espace rural (+13,1%) que dans l'espace urbain (+6,2%).

La tertiarisation s'accroît plus vite dans la population féminine que dans la population masculine notamment en zone rurale. Il serait intéressant de connaître quelle est dans ce secteur la part des emplois locaux exercés à proximité du domicile et celle des emplois "délocalisés", nécessitant des déplacements quotidiens et entraînant des rythmes de vie et de travail différents.

#### Evolution de la structure socio-professionnelle de la population féminine exerçant un emploi

Dans la période qui nous intéresse, d'importantes mutations professionnelles s'opèrent au sein du monde du travail. La structure socio-professionnelle de la population active est indicative des changements sociaux qui en résultent : les variations que nous pouvons observer sur la courte période 1983-87 sont révélatrices des tendances récentes (dont il conviendra de vérifier la durabilité, sur une plus longue période.)

Dans l'ensemble de la population active féminine française les professions en déclin appartiennent à trois troupes socio-professionnelles relativement plus présentes dans l'espace rural que dans l'espace urbain :

- les agriculteurs-exploitants
- les artisans, commerçants et chefs d'entreprises
- les ouvriers

A l'exception toutefois de certaines professions dont les effectifs augmentent entre 1983 et 1987 : les agricultrices de grandes exploitations dans le premier groupe, les chefs d'entreprises (de plus de 10 salariés) dans le deuxième, les chauffeurs, les ouvrières non qualifiées de l'artisanat et les ouvrières agricoles dans le troisième.

## REPARTITION (%) DES ACTIFS OCCUPES (HOMMES) SELON LA CSP ET LA CATEGORIE DE COMMUNE

(EN MARS 1983)

	CR	UU < 20 000	UU < 200000 >20000	UU > 200000 sans AP	AP	CR et pet.UU	autres UU (sans AP)	TOTAL
agriculteurs/petites exploitat°	8,8	2,2	0,7	0,4	-	6,4	0,5	3,0
--- moyennes ---	8,0	1,7	0,4	0,2	-	5,7	0,3	2,6
--- grandes ---	5,7	1,0	0,4	0,2	-	4,0	0,3	1,8
<b>agriculteurs exploitants</b>	<b>22,5</b>	<b>4,9</b>	<b>1,5</b>	<b>0,8</b>	<b>0,1</b>	<b>16,1</b>	<b>1,1</b>	<b>7,4</b>
artisans	6,7	6,6	4,4	3,9	2,7	6,6	4,2	4,9
commerçants	2,8	3,7	2,7	2,8	3,3	3,2	2,7	3,0
chefs d'entreprise (> 10 sal.)	0,5	0,8	0,5	0,6	1,5	0,6	0,6	0,8
<b>artisans commerçants et CE</b>	<b>10,0</b>	<b>11,1</b>	<b>7,6</b>	<b>7,3</b>	<b>7,5</b>	<b>10,4</b>	<b>7,5</b>	<b>8,7</b>
professions libérales	0,8	1,6	1,4	1,2	1,4	1,1	1,3	1,2
cadres de la fonct. pub.	0,6	1,1	1,8	1,7	2,6	0,7	1,8	1,5
professeurs, prof. scientif.	0,7	1,0	1,8	2,5	2,4	0,8	2,1	1,6
prof. information, arts, spect.	0,2	0,2	0,4	0,6	1,4	0,3	0,5	0,6
cadres admin. et com. d'entrep.	1,3	2,4	2,9	3,1	6,9	1,7	3,1	3,1
ingénieurs et cadres techniques	1,1	2,7	2,5	3,0	8,4	1,7	2,7	3,3
<b>cadres et prof. intel. super.</b>	<b>4,7</b>	<b>9,0</b>	<b>10,8</b>	<b>12,1</b>	<b>23,1</b>	<b>6,3</b>	<b>11,5</b>	<b>11,3</b>
Instituteurs et assimilés	2,0	2,4	2,6	2,5	2,2	2,1	2,5	2,3
PI de la santé et du tr. social	0,9	1,4	1,4	1,5	1,3	1,1	1,5	1,3
clergé, religieux	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,3	0,2	0,2
PI admin. (fonct. publique)	0,9	1,3	1,5	1,5	1,4	1,0	1,5	1,3
PI adm. et com. d'entreprise	2,8	4,4	4,9	5,9	6,8	3,4	5,4	4,8
techniciens	3,2	5,1	5,4	6,0	6,7	3,9	5,7	5,1
contremaitres, ag. de maîtrise	3,3	4,9	5,2	5,6	4,1	3,9	5,4	4,5
<b>Professions intermédiaires</b>	<b>13,5</b>	<b>19,6</b>	<b>21,2</b>	<b>23,2</b>	<b>22,6</b>	<b>15,7</b>	<b>22,2</b>	<b>19,5</b>
emp. civ. et ag. serv. f° pub.	2,3	2,4	4,1	3,8	3,3	2,3	3,9	3,1
policiers, militaires	1,8	2,1	3,3	2,9	2,5	1,9	3,1	2,5
emp. admin. d'entreprise	1,8	2,7	3,5	3,6	5,4	2,1	3,5	3,3
employés de commerce	0,5	1,0	1,3	1,3	1,5	0,7	1,3	1,1
pers. serv. aux particuliers	0,6	0,8	1,0	1,4	2,2	0,7	1,2	1,1
<b>Employés</b>	<b>7,0</b>	<b>9,0</b>	<b>13,2</b>	<b>13,0</b>	<b>14,9</b>	<b>7,7</b>	<b>13,0</b>	<b>11,1</b>
ouvr. qual. type industriel	8,9	12,0	12,3	12,1	8,3	10,0	12,2	10,6
OQ type artisanal	8,3	9,6	10,6	9,6	8,9	8,8	10,1	9,3
chauffeurs	3,9	3,9	4,4	4,3	4,5	3,9	4,4	4,2
OQ manut. magasin. transport	2,1	3,0	3,1	3,3	3,1	2,4	3,2	2,8
O non Q type industriel	10,0	10,9	9,3	9,1	4,2	10,3	9,2	8,9
O non Q type artisanal	5,5	5,1	5,1	4,8	2,7	5,4	5,0	4,7
ouvriers agricoles	3,6	1,9	0,9	0,4	0,1	3,0	0,6	1,5
<b>ouvriers</b>	<b>42,3</b>	<b>46,4</b>	<b>45,7</b>	<b>43,6</b>	<b>31,8</b>	<b>43,8</b>	<b>44,7</b>	<b>42,0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3486,3</b>	<b>1997,6</b>	<b>2531,3</b>	<b>2436,8</b>	<b>2312,7</b>	<b>5483,9</b>	<b>4968,8</b>	<b>12765,3</b>

Sources : INSEE enquête emploi 1983, résultats redressés

## REPARTITION (%) DES ACTIFS OCCUPES (FEMMES) SELON LA CSP ET LA CATEGORIES DE COMMUNE

(EN MARS 1983)

	CR	UU < 20 000	UU < 200000 >20000	UU > 200000 sans AP	AP	CR et pet.UU	autres UU (sans AP)	TOTAL
agriculteurs/petites exploitat°	11,0	1,8	0,6	0,4	-	7,4	0,5	3,1
--- moyennes ---	8,1	1,2	0,2	0,1	-	5,5	0,1	2,2
--- grandes ---	5,6	0,6	0,3	0,1	-	3,7	0,2	1,5
<b>agriculteurs exploitants</b>	<b>24,7</b>	<b>3,6</b>	<b>1,1</b>	<b>0,6</b>	<b>ε</b>	<b>16,6</b>	<b>0,8</b>	<b>6,8</b>
artisans	3,9	3,1	2,6	2,2	1,8	3,6	2,4	2,7
commerçants	5,6	6,1	4,2	3,6	2,5	5,8	3,9	4,3
chefs d'entreprise (> 10 sal.)	0,2	0,4	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3
<b>artisans commerçants et CE</b>	<b>9,7</b>	<b>9,6</b>	<b>6,9</b>	<b>6,0</b>	<b>4,6</b>	<b>9,7</b>	<b>6,5</b>	<b>7,3</b>
professions libérales	0,5	1,1	0,8	0,9	1,2	0,7	0,8	0,9
cadres de la fonct. pub.	0,2	0,4	0,5	0,5	1,1	0,3	0,5	0,5
professeurs, prof. scientif.	0,8	1,7	2,0	2,0	2,9	1,1	2,0	1,9
prof. information, arts, spect.	0,2	0,3	0,3	0,8	1,8	0,3	0,5	0,7
cadres admin. et com. d'entrep.	0,2	0,6	0,7	0,7	3,3	0,4	0,7	1,1
ingénieurs et cadres techniques	0,1	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	0,2	0,3
<b>cadres et prof. intel. super.</b>	<b>2,0</b>	<b>4,2</b>	<b>4,4</b>	<b>5,2</b>	<b>11,2</b>	<b>2,9</b>	<b>4,7</b>	<b>5,4</b>
Instituteurs et assimilés	5,5	5,5	7,1	5,8	5,6	5,5	6,4	5,9
PI de la santé et du tr. social	3,8	5,5	6,3	7,2	4,7	4,4	6,8	5,4
clergé, religieux	ε	-	0,1	ε	2,3	ε	ε	ε
PI admin. (fonct. publique)	1,4	1,2	2,2	2,7	-	1,3	2,5	2,0
PI adm. et com. d'entreprise	2,2	3,6	3,6	4,7	7,8	2,7	4,1	4,4
techniciens	0,4	0,6	0,6	0,9	1,5	0,5	0,7	0,8
contremaitres, ag. de maîtrise	0,3	0,6	0,3	0,3	0,6	0,4	0,3	0,4
<b>Professions intermédiaires</b>	<b>13,5</b>	<b>17,0</b>	<b>20,2</b>	<b>21,6</b>	<b>22,5</b>	<b>14,8</b>	<b>20,9</b>	<b>18,9</b>
emp. civ. et ag. serv. f° pub.	10,6	15,0	16,7	18,4	11,8	12,2	17,5	14,3
policiers, militaires	ε	0,1	0,2	0,4	0,4	0,1	0,3	0,2
emp. admin. d'entreprise	10,9	16,4	17,2	19,2	26,2	13,0	18,2	17,9
employés de commerce	3,9	6,0	7,0	7,2	4,8	4,7	7,1	5,6
pers. serv. aux particuliers	8,8	9,1	9,1	8,2	9,1	8,9	8,7	8,9
<b>Employés</b>	<b>34,2</b>	<b>46,6</b>	<b>50,2</b>	<b>53,4</b>	<b>52,3</b>	<b>38,9</b>	<b>51,8</b>	<b>46,9</b>
ouvr. qual. type industriel	1,8	2,5	2,0	1,8	1,9	2,0	1,9	1,9
OQ type artisanal	0,8	1,0	1,0	1,1	1,5	0,9	1,1	1,1
chauffeurs	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2
OQ manut. magasin. transport	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3
O non Q type industriel	10,0	11,8	10,4	6,1	3,2	10,7	8,2	8,1
O non Q type artisanal	1,5	2,8	3,3	3,6	2,2	2,0	3,5	2,6
ouvriers agricoles	1,4	0,5	0,1	0,1	-	1,0	0,1	0,5
<b>ouvriers</b>	<b>15,9</b>	<b>19,0</b>	<b>17,3</b>	<b>13,2</b>	<b>9,3</b>	<b>17,1</b>	<b>15,3</b>	<b>14,7</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2128,9</b>	<b>1307,6</b>	<b>1761,6</b>	<b>1749,2</b>	<b>1852,9</b>	<b>3437,6</b>	<b>3510,8</b>	<b>8801,2</b>

Sources : INSEE enquête emploi 1983, résultats redressés

REPARTITION (%) DES ACTIFS OCCUPES (HOMMES) SELON LA CSP ET LA CATEGORIE DE COMMUNE  
(EN MARS 1987)

	CR	UU < 20 000	UU < 200000 >20000	UU > 200000 >20000 sauf AP	AP	CR et pet.UU	autres UU (sauf AP)	TOTAL
agriculteurs/petites exploitat°	6,6	2,4	0,4	0,6	-	5,1	0,5	2,4
--- moyennes ---	7,3	1,8	0,5	0,3	-	5,2	0,4	2,5
--- grandes ---	6,6	1,2	0,4	0,2	-	4,6	0,3	2,1
<u>agriculteurs exploitants</u>	20,5	5,4	1,3	1,1	0,1	14,9	1,2	7,0
artisans	6,7	5,3	4,7	3,9	3,3	6,2	4,3	5,0
commerçants	2,8	3,2	3,3	3,6	3,4	2,9	3,5	3,2
chefs d'entreprise (> 10 sal.)	0,6	0,8	0,6	0,7	1,2	0,7	0,6	0,8
<u>artisans commerçants et CE</u>	10,1	9,3	8,6	8,2	7,9	9,8	8,4	9,0
professions libérales	1,1	1,5	1,4	1,7	1,6	1,2	1,6	1,4
cadres de la fonct. pub.	0,6	1,2	1,6	1,9	2,4	0,8	1,7	1,5
professeurs, prof. scientif.	0,8	1,3	2,0	3,3	2,2	1,0	2,7	1,8
prof. information, arts, spect.	0,2	0,3	0,5	0,6	1,8	0,2	0,5	0,6
cadres admin. et com. d'entrep.	1,6	2,5	3,3	4,7	7,5	1,9	4,0	3,7
ingénieurs et cadres techniques	1,5	2,1	2,8	3,8	7,3	1,8	3,3	3,3
<u>cadres et prof. intel. super.</u>	5,8	8,9	11,6	16,0	22,8	6,9	13,7	12,3
Instituteurs et assimilés	2,2	2,4	2,7	2,9	2,5	2,3	2,8	2,5
PI de la santé et du tr. social	1,2	1,4	1,7	1,7	1,6	1,3	1,7	1,5
clergé, religieux	0,2	0,3	0,2	0,2	0,1	0,3	0,2	0,2
PI admin. (fonct. publique)	0,9	1,6	1,6	1,7	1,6	1,1	1,7	1,4
PI adm. et com. d'entreprise	3,0	4,0	5,0	7,2	6,6	3,4	6,1	5,0
techniciens	3,5	4,8	6,0	6,4	7,2	3,9	6,2	5,4
contremaitres, ag. de maîtrise	3,6	4,3	4,5	4,5	4,1	3,9	4,5	4,2
<u>Professions intermédiaires</u>	14,7	18,8	21,8	24,6	23,6	16,2	23,2	20,2
emp. civ. et ag. serv. f° pub.	2,2	3,2	3,3	3,8	3,3	2,6	3,6	3,1
policiers, militaires	1,5	3,2	3,2	4,0	3,5	2,1	3,6	2,9
emp. admin. d'entreprise	1,6	2,3	3,3	3,7	4,5	1,9	3,5	3,0
employés de commerce	0,6	1,2	1,6	1,5	1,5	0,8	1,5	1,2
pers. serv. aux particuliers	0,7	0,9	1,4	1,1	2,1	0,8	1,5	1,3
<u>Employés</u>	6,6	10,8	12,8	14,6	14,9	8,2	13,7	11,5
ouvr. qual. type industriel	10,0	12,9	11,1	9,8	6,7	11,1	10,5	10,1
OQ type artisanal	9,1	10,4	11,1	8,2	9,1	9,6	9,7	9,5
chauffeurs	4,2	4,3	3,8	3,9	3,8	4,2	3,8	4,0
OQ manut. magasin. transport	2,3	2,9	3,3	3,0	2,4	2,5	3,2	2,8
O non Q type industriel	9,2	9,8	8,8	6,4	4,7	9,4	7,6	7,9
O non Q type artisanal	4,2	5,0	4,9	3,8	3,8	4,5	4,4	4,3
ouvriers agricoles	3,3	1,5	0,9	0,3	0,2	2,6	0,6	1,4
<u>ouvriers</u>	42,3	46,8	43,9	35,5	30,7	44,0	39,8	40,0
100 %								
TOTAL effectif en milliers	3411,4	2053,5	2428,4	2336,4	2193,6	5464,9	4764,8	12423,3

Sources : INSEE enquête emploi 1987

REPARTITION (%) DES ACTIFS OCCUPES (FEMMES) SELON LA CSP ET LA CATEGORIE DE COMMUNE  
(EN MARS 1987)

	CR	UU < 20 000	UU < 200000 >20 000	UU > 200000 sauf AP	AP	CR et pet.UU	autres UU (sauf AP)	TOTAL
agriculteurs/petites exploitat°	7,0	2,0	0,3	0,6	-	5,0	0,4	2,2
--- moyennes ---	6,4	1,5	0,4	0,2	-	4,5	0,3	1,9
--- grandes ---	5,7	1,1	0,2	0,1	-	3,9	0,2	1,6
<u>agriculteurs exploitants</u>	19,1	4,6	0,9	0,9	ε	13,4	0,9	5,7
artisans	3,4	2,6	2,3	1,7	1,6	3,1	2,0	2,4
commerçants	4,6	5,3	4,1	3,9	2,5	4,8	4,0	4,0
chefs d'entreprise (> 10 sal.)	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
<u>artisans commerçants et CE</u>	8,3	8,1	6,6	5,9	4,3	8,2	6,2	6,7
professions libérales	0,5	0,5	0,7	1,0	1,7	0,5	0,9	0,9
cadres de la fonct. pub.	0,2	0,4	0,6	0,8	1,2	0,2	0,7	0,6
professeurs, prof. scientif.	1,0	1,5	2,3	3,7	2,8	1,2	3,0	2,2
prof. information, arts, spect.	0,1	0,5	0,5	0,9	1,4	0,3	0,7	0,7
cadres admin. et com. d'entrep.	0,5	0,8	1,0	1,3	4,9	0,6	1,1	1,7
ingénieurs et cadres techniques	0,1	0,2	0,1	0,4	1,2	0,2	0,3	0,4
<u>cadres et prof. intel. super.</u>	2,4	3,9	5,2	8,1	13,1	3,0	6,7	6,5
Instituteurs et assimilés	5,0	6,1	5,7	6,0	5,0	5,4	5,8	5,5
PI de la santé et du tr. social	4,8	5,6	6,8	7,6	5,7	5,1	7,2	6,1
clergé, religieux	-	-	0,1	-	ε	ε	ε	ε
PI admin. (fonct. publique)	1,7	1,5	2,3	2,5	2,2	1,6	2,4	2,0
PI adm. et com. d'entreprise	2,5	3,2	3,8	6,3	10,3	2,7	5,1	5,2
techniciens	0,5	0,6	0,7	1,0	1,6	0,6	0,8	0,9
contremaitres, ag. de maîtrise	0,3	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
<u>Professions intermédiaires</u>	14,8	17,5	19,8	23,8	25,3	15,8	21,8	20,1
emp. civ. et ag. serv. f° pub.	13,9	16,8	18,5	16,1	12,4	15,1	17,3	15,4
policiers, militaires	0,1	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3
emp. admin. d'entreprise	11,5	14,6	17,6	19,2	22,3	12,7	18,3	16,9
employés de commerce	4,1	6,8	7,1	6,7	5,1	5,2	6,9	5,9
pers. serv. aux particuliers	9,2	9,7	9,4	8,1	9,8	9,4	8,8	9,2
<u>Employés</u>	38,9	48,3	52,9	50,3	50,0	42,6	51,6	47,7
ouvr. qual. type industriel	2,1	2,2	2,2	1,5	1,6	2,1	1,8	1,9
OQ type artisanal	0,7	0,6	1,3	0,9	1,0	0,6	1,1	0,9
chauffeurs	0,2	0,1	0,3	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
OQ manut. magasin. transport	0,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,2	0,3	0,2
O non Q type industriel	10,0	10,8	7,2	4,6	2,2	10,3	5,9	6,9
O non Q type artisanal	1,8	3,2	3,0	3,5	2,2	2,4	3,3	2,7
ouvriers agricoles	1,6	0,5	0,3	0,2	0,1	1,1	0,2	0,5
<u>ouvriers</u>	16,5	17,6	14,6	11,0	7,3	16,9	12,8	13,3
100 %								
TOTAL effectif en milliers	2158,3	1403,5	1820,9	1811,4	1787,6	3561,9	3632,3	8981,7

Sources : INSEE enquête emploi 1987

A l'opposé la plupart des professions en expansion appartiennent aux trois autres groupes socio-professionnels relativement plus présents dans l'espace urbain :

- les cadres et professions intellectuelles supérieures
- les professions intermédiaires
- les employés

à l'exception de 2 professions dont les effectifs diminuent : les institutrices et les employées administratives des entreprises.

Les grandes tendances constatées pour l'ensemble français se retrouvent aussi parmi la population féminine active résidant dans l'espace rural : le groupe des ouvrières cependant fait exception car ses effectifs y sont en augmentation tandis qu'ils diminuent assez fortement dans l'espace urbain. Dans ce groupe les catégories qui participent à l'augmentation sont les ouvrières qualifiées de l'industrie, les chauffeurs, les ouvrières non qualifiées de l'artisanat et les ouvrières agricoles.

On constate aussi, parmi la population active masculine, que les effectifs ouvriers résidant en zone rurale se maintiennent (au profit des catégories qualifiées) alors qu'une baisse importante est enregistrée parmi les ouvriers urbains (dans toutes les catégories)

La part qu'occupe le groupe ouvrier dans la structure socio-professionnelle est aujourd'hui plus important parmi les résidents de l'espace rural que parmi ceux de l'espace urbain (44% des hommes et 17% des femmes pour le premier, 40% des hommes et 13% des femmes pour le second). On assiste à une ruralisation du monde ouvrier, quant au choix de sa résidence (1)

Dans le groupe des exploitants agricoles qui diminue globalement et de façon plus importante pour les femmes que pour les hommes, on remarque que cette diminution n'affecte que les résidents ruraux ; les effectifs des exploitants habitant en ville (minoritaires il est vrai) sont en augmentation, particulièrement parmi les femmes. Ce constat rejoint ceux qui ont déjà été faits au sujet des personnes actives dans le secteur agricole et de la catégorie des ouvrières agricoles. Bien qu'elle ne concerne que des effectifs restreints, on peut s'interroger sur cette tendance qui s'inscrit à contresens de l'évolution générale de la main d'oeuvre agricole.

Comme le groupe précédent, celui des artisans commerçants et chefs d'entreprises, connaît une diminution relativement plus forte parmi les femmes que parmi les hommes, notamment dans l'artisanat.

---

1 - Les données dont nous disposons ne nous permettent pas d'apprécier dans cette tendance, quelle est la part liée aux évolutions récentes en matière de localisation des emplois.

Mais l'évolution s'opère différemment dans l'espace rural et dans l'espace urbain. Dans le premier la diminution est relativement importante et atteint les trois catégories professionnelles qui composent le groupe. Dans le deuxième, le groupe est globalement en augmentation, au profit des commerçantes, et des chefs d'entreprise tandis que les artisanes y sont en diminution aussi forte que dans l'espace rural. La même différence d'évolution entre l'espace rural et l'espace urbain est observée parmi les actifs masculins de ce groupe.

Le groupe des cadres et professions intellectuelles supérieures est celui qui connaît entre 1983 et 1987 l'augmentation relative de ses effectifs la plus élevée, notamment parmi les femmes (de près de 24% dans l'ensemble de la France) mais il n'emploie en 1987 que 6,5% des femmes actives (12,3% des hommes actifs). L'accroissement des effectifs y est plus important parmi les résidentes urbaines que parmi les résidentes rurales ce qui accentue le caractère urbanisé de ce groupe (en 1987, 18% seulement des actives de ce groupe habitent dans l'espace rural). Le même phénomène se produit dans la population masculine.

Comme le précédent, le groupe des professions intermédiaires et celui des employées sont relativement plus présents dans l'espace urbain que dans l'espace rural : mais l'évolution observée entre 1983 et 1987 tend à atténuer le décalage entre les 2 espaces notamment parmi la population féminine.

L'accroissement du nombre des actives résidant dans l'espace rural atteint +10,5% pour le premier groupe et +13,4% pour le deuxième (dans l'espace urbain les augmentations respectives des deux groupes sont de +8% et +3%). Les mêmes tendances sont observées pour la population masculine mais avec une amplitude moindre.

Parmi les résidentes rurales les professions intermédiaires connaissant les plus forts taux d'accroissement sont celles de la santé, du travail social et de l'administration publique (les effectifs de cette dernière sont en baisse dans l'espace urbain) ainsi que les techniciennes (profession encore faiblement féminisée).



En ce qui concerne le groupe des employées, il est très fortement féminisé et son taux de féminisation a continué de s'accroître entre 1983 et 1987 de façon plus importante dans l'espace rural que dans l'espace urbain. Ce taux atteint 77% dans le premier, 74% dans le deuxième et 76% dans l'ensemble de la France. Les catégories d'employées qui augmentent le plus en zone rurale sont celles de la fonction publique et du commerce. Cet accroissement des employées de commerce peut surprendre alors qu'on a constaté une baisse sensible des effectifs de commerçantes (indépendantes) en zone rurale : il s'explique par les mutations qui s'opèrent dans le secteur commercial. Alors que nombre de petits commerces ruraux indépendants ferment leur porte par défaut de succession, des emplois salariés se créent dans les surfaces de vente succursalistes (de type supermarché) implantées dans les gros bourgs et petites villes ou à leur périphérie.

De façon générale l'évolution de la structure socio-professionnelle de la population active s'accompagne de variations selon le statut des personnes occupées.

La part des femmes actives non salariées (indépendantes, employeurs, aides-familiales) devient très minoritaire (15,6% en 1983, 13,9% en 1987) dans l'ensemble du pays et connaît une baisse accentuée dans l'espace rural (27,6% en 1983, 22,8% en 1987). L'accroissement des effectifs de salariées y est par contre relativement important (+10,5%), notamment parmi les salariées du secteur public : Etat (+11,7%) et collectivités locales (+28,1%). Dans l'espace urbain seules les salariées employées par les collectivités locales ont connu une progression sensible de leurs effectifs tandis que stagnait le nombre des salariées de l'Etat et qu'augmentait faiblement celui des salariées du secteur privé.

	SEXE MASCULIN				SEXE FEMININ			
	Communes rurales	CR et UU<20000	UU>20000 (sf Paris)	ensemble France	Communes rurales	CR et UU<20000	UU>20000 (sf Paris)	ensemble France
agriculteurs petite exploitation	-26,7	-21,7	(-5,9)	-20,5	-35,4	-30,4	(-10,6)	-29,1
"    moyenne    "	-9,8	-7,9	(+23,4)	-6,2	-19,8	-14,7	(+105,1)	-11,2
"    grande    "	+12,6	+13,8	(+2,5)	+12,6	+4,3	+9,0	(+4,7)	+8,5
<u>Agriculteurs exploitants</u>	-10,8	-8,0	+4,3	-7,2	-21,3	-16,5	(+14,9)	-15,0
artisans	-1,0	-6,8	-0,2	-2,3	-11,2	-11,4	-12,7	-12,2
commerçants	-4,4	-7,7	+20,7	+3,5	-17,0	-12,6	+5,9	-4,9
chefs d'entreprise (10 salariés et +)	(+30,9)	(+12,2)	(+6,6)	-2,7	(+24,3)	(-7,0)	(+53,2)	(+2,9)
<u>Artisans, commerçants et CE</u>	-0,6	-5,9	+8,0	-0,3	-13,7	-12,0	+0,2	-7,4
Professions libérales	(+26,3)	+9,2	+16,7	+11,2	(-0,5)	(-27,5)	(+9,7)	+4,6
Cadres fonction publique	(+12,1)	(+13,0)	-5,3	-3,6	(-2,0)	(-5,1)	(+28,4)	+13,8
Professeurs, prof.scientifiques	(+12,2)	+20,8	+19,5	+11,4	(+28,6)	(+9,0)	+55,1	+22,5
Prof.de l'information, des arts et spectacles	(-34,2)	(-5,7)	(+4,2)	+10,3	(-34,2)	(+21,9)	(+35,0)	+1,7
Cadres adm.δ comm.des entreprises	+21,4	+14,2	+24,1	+13,8	(+99,0)	(+72,3)	(+63,3)	+51,9
Ingénieurs, cadres techniques	+41,6	+4,0	+15,2	-2,4	(+58,1)	(+123,7)	(+61,0)	(+47,2)
<u>Cadres δ prof.intellect.supérieures</u>	+21,5	+10,6	+14,9	+6,0	+21,5	+10,7	+43,5	+23,6
Instituteurs et assimilés	+12,2	+9,1	+6,5	+7,2	-7,4	+1,9	-6,3	-5,0
Prof.int.santé, trav.social	(+28,0)	+17,3	+11,7	+14,8	+28,3	+19,5	+10,8	+14,6
clergé, religieux	(-24,8)	(-1,9)	(-2,7)	(-3,0)	-	-	(0)	(-18,7)
p.i.administratives de la F.P.	0	+13,1	+4,1	+7,6	(+20,9)	+26,6	-1,3	+4,8
p.i.admin. δ comm.des entreprises	+5,5	-0,2	+8,3	+1,5	+15,4	+5,0	+25,9	+21,1
techniciens	+3,7	0	+4,4	+2,4	(+45,2)	(+26,6)	(+20,9)	+15,3
contremaitres, agents de maîtrise	+6,8	-0,3	-19,6	-10,2	(+14,6)	(+2,6)	(+56,8)	(+12,7)
<u>Professions intermédiaires</u>	+6,9	+3,1	-0,2	+1,0	+10,8	+10,5	+8,0	+8,9
employ.civilsδ agents serv.de la FP	-7,3	+9,3	-13,7	-4,6	+27,0	+27,7	+2,2	+10,5
policiers, militaires	-17,4	+12,4	+12,3	+16,3	(+19,0)	(+172,7)	(+1,3)	(+22,2)
employés adm. d'entrepris.	-10,5	-11,3	-5,1	-11,3	+6,9	+1,1	+4,1	-3,5
employés de commerce	(+7,4)	(+18,8)	+10,9	+8,7	+8,2	+15,3	+0,1	+5,6
personnels de services aux particul.	(+4,8)	(+11,4)	+21,1	+8,0	+5,7	+9,0	+4,6	+6,3
<u>Employés</u>	-8,5	+5,4	+0,4	+0,7	+15,3	+13,4	+3,0	+3,8
Ouvriers qualifiés type industriel	+9,8	+10,0	-17,8	-7,2	(+17,0)	+6,8	+0,6	-0,8
OQ type artisanal	+7,8	+9,3	-8,3	-0,2	(-17,5)	(-24,5)	(+6,0)	-16,4
chauffeurs	+4,4	+7,9	-15,6	-7,3	(+59,8)	(+15,0)	(+31,7)	(+17,6)
OQ manutention, magasinage, transport	+6,5	+3,2	-5,6	-6,1	(-51,8)	(-42,5)	(-5,4)	(-38,7)
O non Q type industriel	-9,8	-9,2	-20,1	-12,3	+1,4	0	-25,7	-13,2
O non Q type artisanal	-25,3	-15,8	-15,7	-10,8	(+24,3)	+24,0	-2,8	+4,4
ouvriers agricoles	-12,3	-14,1	-9,4	-12,9	(+15,0)	(+15,9)	(+95,5)	(+27,3)
<u>ouvriers</u>	-2,4	0	-14,7	-7,3	+5,0	+2,65	-13,0	-7,6
<b>TOTAL</b>	-2,15	-0,35	-4,1	-2,7	+1,3	+3,6	+3,5	+2,05

Catégorie socio-professionnelle	Comm.rurales et UU (20 000 habitants)		UU > 20 000 habitants (sauf A.P.)		France		CR & UU < 20000 Nbre de femmes en 1987
	1983	1987	1983	1987	1983	1987	
agriculteurs petite exploitation	42,2	33,3	40,2	39,0	42,0	39,3	178 631
"  moyenne	37,7	35,9	27,1	38,2	37,3	36,0	160 914
"  grande	36,5	35,5	29,9	30,3	36,1	35,3	137 848
Agriculteurs exploitants	39,3	37,0	34,5	36,7	39,0	37,0	477 393
artisans	25,6	24,6	28,8	26,2	27,7	25,6	110 586
commerçants	53,2	51,8	50,0	46,6	49,6	47,4	173 072
chefs d'entreprise (10 salariés) et +)	23,8	20,5	16,3	21,8	18,3	19,1	9 335
Artisans, commerçants et CE	36,9	35,3	37,7	37,3	36,6	34,9	292 993
Professions libérales	29,3	21,6	31,2	29,9	32,7	31,4	18 315
Cadres fonction publique	19,0	16,4	17,6	22,3	20,2	23,0	9 010
Professeurs, prof.scientifiques	45,9	43,3	40,1	46,5	44,4	46,8	42 112
Prof.de l'information, des arts et spectacles	38,8	45,0	44,5	51,0	45,9	43,9	10 339
Cadres adm.& comm.des entreprises	12,2	17,3	14,0	17,6	19,8	24,8	21 821
Ingénieurs, cadres techniques	2,7	5,7	4,5	6,2	5,6	8,2	5 775
Cadres & prof.intellect.supérieure	22,0	22,1	22,8	27,0	24,6	27,6	107 372
Instituteurs et assimilés	62,1	60,5	64,3	61,3	64,0	61,1	192 658
Prof.int.santé, trav.social	71,7	72,1	76,5	76,4	74,7	74,6	181 723
clergé, religieux	6,2	-	11,0	10,3	7,4	6,3	-
p.i.administratives de la F.P.	44,9	47,8	53,3	52,0	51,6	50,9	57 664
p.i.admin. & comm.des entreprises	33,2	34,4	35,2	38,7	38,6	42,8	97 635
techniciens	6,9	8,6	8,3	9,4	9,5	10,6	20 212
contremaîtres, agents de maîtrise	6,1	6,2	3,5	6,6	5,6	7,0	14 114
Professions intermédiaires	37,2	38,9	39,9	41,8	40,0	41,9	564 006
employ.civils & agents serv.de la FP	76,6	79,2	75,8	78,8	75,8	78,4	537 327
policiers, militaires	2,8	6,5	6,0	5,4	5,9	6,2	8 171
employés adm. d'entrepris.	79,3	81,4	78,5	80,0	79,1	80,5	453 056
employés de commerce	81,4	81,0	79,2	77,5	78,6	78,1	184 840
personnels de services aux particul.	89,2	89,0	83,7	81,7	84,1	83,9	333 951
Employés	76,0	77,3	73,7	74,2	74,5	75,0	1 517 345
Ouvriers qualifiés type industriel	11,4	11,1	9,9	11,8	11,4	12,0	75 606
OQ type artisanal	5,9	4,1	6,9	7,9	7,4	6,3	22 718
chauffeurs	2,7	2,8	2,6	3,9	2,4	3,0	6 759
OQ manutention, magasinage, transport	6,8	3,9	5,9	6,0	6,9	4,6	5 576
O non Q type industriel	39,3	41,6	38,8	37,1	39,0	38,7	367 346
O non Q type artisanal	18,7	25,3	33,1	36,3	27,7	31,0	83 922
ouvriers agricoles	17,7	22,5	12,3	23,2	16,6	22,6	40 855
ouvriers	19,6	20,1	19,4	19,7	19,5	19,4	602 782
TOTAL	38,5	39,5	41,4	43,3	40,8	42,0	3 561 891

Source INSEE - Enquêtes emploi 1983 et 1987 - Tab.GEOG 03

PROPORTION DE FEMMES DANS LA POPULATION AU CHOMAGE PAR CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE  
EN 1983 et 1987 SELON LA CATEGORIE DE COMMUNE DE RESIDENCE

CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE	Comm.rurales et UU (20 000 habitants)		UU > 20 000 habitants (sauf A.P.)		France		CR & UU < 20000 Nbre de femmes en 1987
	1983	1987	1983	1987	1983	1987	
Agriculteurs - exploitants	65,1	50,9	32,3	24,2	56,5	47,0	1 656
artisans, commerçants, chefs d'entreprise	32,7	37,2	38,1	44,4	34,5	40,9	6 159
cadres profess.intellectuelles supérieures	33,7	27,7	31,8	43,1	32,0	36,8	3 413
professions intermédiaires	47,6	51,8	47,2	46,6	49,2	48,2	33 368
employés	90,2	90,1	85,4	83,8	85,9	84,8	228 988
ouvriers	39,3	37,5	32,2	29,7	34,1	32,5	156 924
chômeurs n'ayant jamais travaillé	67,2	66,7	63,9	64,2	64,0	62,9	82 571
Ensemble des chômeurs	59,3	57,4	54,8	53,8	55,9	54,6	513 079

Source INSEE Enquêtes emploi 1983 et 1987 - Tab.GEOG 07

## CONCLUSION

Au terme de ce tour d'horizon sur les caractéristiques de la population active féminine résidant dans l'espace rural (communes rurales et petites unités urbaines) et sur son évolution récente (1983-1987) on peut retenir :

- Qu'elle regroupe en 1987 plus de 4 millions de personnes représentant 40% des femmes actives du pays

- Qu'elle s'accroît au même rythme (+7%) que la population féminine active résidant dans l'espace urbain (moyennes et grandes unités urbaines, Paris excepté) et un peu plus vite que l'ensemble des actives françaises. Elle a connu notamment entre 1983 et 1987 un fort accroissement (+1/3) de ses effectifs dans la classe d'âge de 35 à 44 ans, plus important que celui constaté parmi les femmes actives résidant l'espace urbain et parmi les hommes actifs résidant dans l'espace rural.

- qu'elle est très minoritairement employée dans l'agriculture (14,5% en 1987) et que la baisse de ses effectifs agricoles est plus forte que celle qui frappe les actifs masculins. Par contre on constate dans l'espace urbain une relative augmentation des personnes travaillant dans le secteur agricole.

- qu'elle est constituée, pour près des 2/3 de personnes employées dans le secteur tertiaire. L'accroissement des effectifs du tertiaire est relativement plus élevé parmi les résidentes de l'espace rural que parmi celles de l'espace urbain et que parmi les hommes actifs de l'espace rural.

- que les variations de sa structure socio-professionnelle reflètent globalement celles qui s'opèrent dans l'ensemble de la population active féminine (à l'exception du groupe des ouvrières qui s'accroît dans les communes rurales alors qu'il est en baisse partout ailleurs). Toutefois une évolution différentielle est remarquée entre l'espace rural et l'espace urbain : par exemple les agricultrices et les commerçantes voient leurs effectifs se réduire dans l'espace rural et croître dans l'espace urbain, les femmes exerçant des professions intellectuelles supérieures ou des professions intermédiaires dans les entreprises augmentent beaucoup plus vite dans l'espace urbain que dans l'espace rural, par contre celles qui ont des professions intermédiaires de la fonction publique ainsi que les employées des services publics et du commerce voient leurs effectifs croître plus vite dans l'espace rural.

La structure de la population active résidant en zone rurale, et particulièrement celle de la population féminine, se modifie donc au profit de branches d'activités et de professions considérées traditionnellement comme urbaines alors que des professions typiquement rurales, agricoles et artisanales notamment, y deviennent très minoritaires. Les mouvements et substitutions observés sur une très courte période (1983-1987) laissent augurer à moyen terme

d'importantes transformations dans la structure sociale de la population rurale. La diversification qui s'opère parmi les personnes actives résidant à la campagne soustend aussi de profonds changements dans les interrelations et les influences ainsi que dans les genres de vie.

L'image de la ruralité sur fond d'agriculture et celle de la femme rurale sous le visage d'une paysanne se sont sérieusement remodelées et complexifiées. Certes l'activité agricole reste déterminante parmi les critères de différenciation entre le rural et l'urbain mais elle s'y combine avec d'autres composantes sur lesquelles elle n'exerce plus sa dominance. La gestion de l'espace rural relève aujourd'hui de communautés locales diversifiées qui doivent réinventer leur organisation sociale et leur système relationnel.

Qui aurait osé prévoir entre 1950 et 1960 que, 30 ans plus tard, résideraient dans les communes rurales deux fois plus d'employées et de femmes exerçant des professions intermédiaires que d'agricultrices ? L'exode agricole ne devait-il pas entraîner un exode féminin rural irréversible car les jeunes filles ne trouvaient pas à s'employer à la campagne ou ne souhaitaient pas y vivre ? Qui aurait osé imaginer par exemple que des associations familiales rurales pourraient se réunir pour mettre en place des crèches susceptibles d'accueillir aussi bien les enfants des agriculteurs que ceux des cadres ou des ouvriers ?